

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/BOP/S/7

21 septembre 1998

(98-3602)

**Comité des restrictions appliquées à des fins
de balance des paiements**

CONSULTATIONS DE 1998 AVEC LA BULGARIE

Document d'information établi par le Secrétariat

1. Le présent document a été établi en vertu du paragraphe 12 du Mémorandum d'accord sur les dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance des paiements.

I. PRÉCÉDENTES CONSULTATIONS AVEC LA BULGARIE

2. Le Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements a tenu des premières consultations avec la Bulgarie les 21 et 22 juillet 1997. Le Comité s'est réjoui du fait que la surtaxe à l'importation de 5 pour cent introduite le 4 juin 1996 pour préserver la balance des paiements soit transparente et non discriminatoire et il a apprécié qu'un calendrier lui ait été communiqué conformément au paragraphe 1 du Mémorandum d'accord. Le Comité a reconnu que la situation de la balance des paiements bulgare restait délicate et il a conclu que le recours à l'article XII du GATT de 1994 était justifié.¹

II. RÉGIME DE COMMERCE ET DE CHANGE

1. Régime de commerce

3. La Bulgarie est devenue Membre de l'OMC le 1^{er} décembre 1996. Pendant son processus d'accession, elle a consolidé la plupart des droits applicables aux produits industriels à des taux compris entre zéro et 40 pour cent et elle a contracté des engagements dans différents secteurs de services, comme les services aux entreprises, les services professionnels, les télécommunications et les services financiers.

4. En janvier 1998, le gouvernement a introduit un nouveau tarif douanier fondé sur la Nomenclature combinée de la Communauté européenne (NC) et comportant 10 900 lignes tarifaires. Les taux de droits varient de zéro à 110 pour cent (pour cinq produits agricoles). Dans le cadre de l'Accord d'association avec l'UE (Accord européen), la Bulgarie s'est engagée à reprendre les modifications apportées chaque année à la NC. En 1998, la moyenne simple (non pondérée) des droits NPF est de 17,9 pour cent pour l'ensemble des produits, de 27,5 pour cent pour les produits agricoles (chapitres 1 à 24 du SH) et de 15,3 pour cent pour les produits industriels (chapitres 25 à 97 du SH). La moyenne pondérée est très nettement inférieure: 9 à 10 pour cent pour les produits industriels et 21 à 22 pour cent pour les produits agricoles (sur la base des importations de 1996 ou de 1997). Pour plus de 94 pour cent des lignes tarifaires correspondant aux produits industriels, le taux de droits NPF appliqué est inférieur à 25 pour cent *ad valorem* et il ne dépasse 40 pour cent

¹ WT/BOP/R/34, 18 septembre 1997.

ad valorem que pour 5 pour cent des produits agricoles. La taxe de dédouanement perçue au taux de 1 pour cent à l'importation comme à l'exportation a été supprimée le 31 décembre 1997.

5. Au 1^{er} janvier 1998, les taxes à l'exportation perçues sur les animaux vivants, les graines et l'huile de tournesol, les cuirs et peaux, le gros bois d'œuvre, les bois bruts et la laine ont été réduites de 40 pour cent et celles perçues jusqu'à la fin de 1997 sur le maïs, le blé, l'orge et les farines, gruaux, semoules et grains de céréales ont été éliminées. Les taxes à l'exportation perçues sur les graines et l'huile de tournesol et les bois transformés doivent être supprimées le 1^{er} octobre 1998. Toutes les autres taxes à l'exportation restantes, à l'exception de celles perçues sur le petit bois d'œuvre non transformé et le gros bois d'œuvre profilé, seront éliminées le 1^{er} janvier 1999.

6. Les accords avec la Communauté européenne et les États membres de l'AELE, appliqués depuis 1993, prévoient la création en dix ans d'une zone de libre-échange. La Bulgarie est aussi partie à des accords de libre-échange avec la République tchèque, la République slovaque et la République de Slovénie. L'Accord sur l'accession de la République de Bulgarie à l'Accord de libre-échange d'Europe centrale (ALEEC) et l'Accord de libre-échange avec la Turquie, signés en juillet 1998, devraient entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1999. Dès le jour où la Bulgarie accèdera à l'ALEEC, les accords bilatéraux de libre-échange avec la République tchèque, la République slovaque et la Slovénie seront caducs. Dans le cadre de son schéma de préférence, la Bulgarie accorde aux pays qui en bénéficient une marge de préférence variant de 9 à 11 pour cent, selon le FMI; les importations provenant des pays les moins avancés sont admises en franchise de droits.

a) Surtaxe à l'importation

7. Avant son accession à l'OMC, la Bulgarie avait institué, le 1^{er} août 1993, une surtaxe temporaire à l'importation de 3 pour cent pour faire face à la menace imminente d'une forte diminution de ses réserves de change.² Cette surtaxe a été abaissée conformément au calendrier annoncé à l'avance et elle a été finalement supprimée le 1^{er} janvier 1996. Le 4 juin 1996, une surtaxe à l'importation de 5 pour cent a été imposée³ pour des raisons de balance des paiements. Cette surtaxe, appliquée à toutes les importations à l'exception de certains produits essentiels, a été ramenée à 4 pour cent le 1^{er} juillet 1997, puis à 2 pour cent le 1^{er} juillet 1998, conformément au calendrier prévu.⁴ En août 1998, le gouvernement a adopté une réglementation prévoyant l'élimination accélérée de la surtaxe le 1^{er} janvier 1999 et non le 1^{er} juillet 2000, soit 18 mois plus tôt qu'il n'était initialement prévu dans le calendrier.

2. Politique de change

8. Depuis le 1^{er} juillet 1997, la Direction du Trésor de la Banque centrale fonctionne comme une caisse d'émission et le cours de change est fixé à 1 000 leva pour 1 deutsche mark. Dans le cadre de ce dispositif, toute la monnaie centrale en circulation est garantie par les réserves de devises et d'or et la Banque centrale n'a plus le droit d'accorder des crédits à l'État et aux banques commerciales. Les entreprises bulgares doivent rapatrier leurs recettes en devises, mais il est permis aux investisseurs étrangers de rapatrier leurs bénéfices à 100 pour cent.

² WT/ACC/BGR/5, 20 septembre 1996.

³ WT/BOP/N/18, 24 mars 1997.

⁴ WT/BOP/N/30, 9 octobre 1997; WT/BOP/N/37, 7 juillet 1998.

9. Les autorités réexaminent le régime des changes et les dispositions réglementaires correspondantes dans l'intention d'accepter, d'ici à la fin de 1998, les obligations découlant des paragraphes 2, 3 et 4 de l'article VIII des Statuts du FMI.

III. ÉVOLUTION MACRO-ÉCONOMIQUE

1. Économie nationale

10. La Bulgarie, où la croissance de la production était faible ou négative depuis l'introduction des réformes de marché en 1991, a traversé à la fin de 1996 et au début de 1997 une crise économique et financière grave qui a induit une flambée de l'inflation et un recul annuel du PIB réel de 10,9 pour cent et 6,9 pour cent, respectivement.

11. Depuis la mise en place du dispositif de caisse d'émission le 1^{er} juillet 1997, la stabilité macro-économique a été rétablie et les variables financières fondamentales se sont radicalement améliorées. Après avoir diminué en 1996 et en 1997, en 1998 la production devrait progresser d'environ 5 pour cent compte tenu du redressement de la demande intérieure et de l'amélioration des résultats à l'exportation. Si la production agricole a été positive en 1997, la croissance industrielle est restée négative compte tenu des effets de la restructuration et de l'impact persistant de la crise financière. Le taux d'inflation annuel, qui avait atteint un pic de plus de 2 000 pour cent au printemps 1997, a ensuite diminué régulièrement pour tomber, en juillet 1998, à -1,5 pour cent. La hausse des prix à la consommation, qui n'a pas dépassé 2,3 pour cent au total durant les six premiers mois de 1998, devrait ressortir à 9 pour cent pour l'année et une baisse supplémentaire de ce pourcentage est attendue en 1999. Les salaires réels ont très fortement diminué car les salaires nominaux ont augmenté moins vite que les prix: dans le secteur public, par exemple, les salaires moyens, qui avaient baissé de près de 40 pour cent en 1996, sont pratiquement revenus au milieu de 1998 à leur niveau d'avant la crise (tableau 1).

Tableau 1
Principaux indicateurs économiques, 1996-1998

	1996	1997
Économie réelle		
Produit intérieur brut, évolution en termes réels par rapport à l'année précédente	-10,9	-6,9
Indice des prix à la consommation, évolution sur 12 mois (en pourcentage) ^a	310,8	578,5
Salaires dans le secteur public (en dollars EU) (Montant mensuel)	64	95
Budget consolidé de l'État^b	(En pourcentage du PIB)	
Recettes	33,6	31,3
Dépenses hors paiements d'intérêts	23,8	25,5
Solde primaire (transferts de la Banque centrale non compris)	9,7	5,8
Paiements d'intérêts	20,7	7,9
Solde global	-11,0	-2,1
Financements extérieurs	-2,5	-0,8
Financements intérieurs	13,5	-0,3
Financements bancaires	12,3	-0,4
Privatisations	0,0	3,2
Dette totale	105,8	104,1
Dette intérieure ^c	22,0	24,3

a En fin de période.

b Y compris le budget du gouvernement central, les budgets des administrations locales et les fonds extrabudgétaires, mais non compris le Fonds public pour la reconstruction et le développement.

c La dette intérieure a augmenté, par rapport au PIB, de 2,5 pour cent en juin 1997 en raison de la restructuration des créances de la Banque centrale sur le gouvernement.

Source: Fonds monétaire international.

12. La réforme radicale entreprise par le gouvernement et les effets stabilisateurs du dispositif de caisse d'émission se reflètent dans la persistance d'une situation budgétaire robuste. Il est appliqué une politique des revenus avec des salaires liés spécifiquement à la productivité du travail et le déficit budgétaire, qui représentait 2,5 pour cent du PIB en 1997, devrait s'équilibrer en 1998 au fur et à mesure que les paiements d'intérêts diminueront et que l'effort soutenu de privatisation fera sentir ses effets sur les recettes. En 1997, les privatisations, financées en grande partie par l'investissement étranger, ont contribué aux recettes dans une proportion représentant 3,3 pour cent du PIB (360 millions de dollars EU). Entre 1992 et 1997, moins de 20 pour cent des valeurs immobilisées dans les entreprises d'État ont été vendues. L'objectif des autorités est de privatiser 70 pour cent environ de ces valeurs d'ici à la fin de 1999. Il est prévu que les participations dans toutes les banques d'État auront été vendues d'ici à la fin de 1999. La Loi sur les banques qui a été adoptée devrait contribuer à renforcer les prescriptions en matière d'adéquation des fonds propres et autres normes prudentielles, ainsi qu'à faciliter la mise en règlement des établissements insolvable.

2. Évolution du secteur extérieur

13. La position extérieure de la Bulgarie s'est considérablement détériorée en 1996, car les paiements effectués au titre du service de la dette extérieure et la fuite des capitaux ont entraîné une diminution critique des réserves de change: à la fin de 1996, celles-ci ne représentaient plus que l'équivalent de moins d'un mois d'importations de marchandises et de services. Le taux de change a évolué de façon notablement défavorable, puisque le lev a perdu plus de 85 pour cent de sa valeur. Mais depuis que le taux de change du lev est fixé par rapport au mark allemand, conformément au dispositif de caisse d'émission, et que la confiance dans l'économie se renforce, les réserves de change sont passées (à la fin de juin 1998) à 2,8 milliards de dollars EU, soit l'équivalent de six mois d'importations. La dette extérieure reste importante, à environ 80 pour cent du PIB, la part représentée par le service de la dette étant tout juste inférieure à 10 pour cent. La balance des transactions courantes à la fin de 1997 était néanmoins positive, essentiellement en raison d'un recul des importations de biens de consommation et de facteurs de production d'environ 25,6 pour cent durant le premier trimestre de 1997; les intérêts payés pour assurer le service de la dette extérieure ont légèrement diminué, à 520 millions de dollars EU (tableau 2).

Tableau 2
Balance des paiements, 1996-1998

	1996	1997	1998 Janvier-juin
	(en millions de dollars EU)		
Balance des transactions courantes	77	433	29
Balance commerciale	188	381	28
Exportations ^a	4 890	4 925	2 192
Importations ^a	4 703	4 544	2 165
Balance des services	-281	-185	-110
Recettes	1 547	1 547	687
dont: intérêts perçus	143	158	93
Paievements	1 828	1 731	797
dont: intérêts exigibles	548	519	254
Transferts, nets	170	232	111
Balance des opérations en capital	-928	664	221
Investissements étrangers directs nets	81	497	108
Capitaux à moyen et à long terme, nets	-296	-372	218
Paievements	196	136	486
Remboursements exigibles	491	508	267
Investissements de portefeuille, nets	-129	77	-78
Crédits commerciaux à court terme, nets ^b	338	155	-9
Autres capitaux à court terme, nets ^c	-923	310	-19
Balance globale	-851	1 097	249

	1996	1997	1998 Janvier-juin
Pour mémoire:			
Réserves officielles brutes (or compris)	781	2 468	2 897
(en nombre de mois d'importations de marchandises et de services non facteurs)	(1,6)	(4,4)	(4,5)
		(en pourcentage du PIB)	
Balance des transactions courantes	0,8	4,3	-0,3
Balance des transactions courantes (intérêts non compris)	4,9	7,8	1,7
Dette extérieure	100	99	...
Service de la dette extérieure	12,9	11,0	5,1

... Non disponible.

a Sur la base des déclarations en douane.

b Y compris les remboursements effectués par la Russie sous la forme de livraisons de gaz naturel à la Bulgarie aux termes de l'Accord de Yambourg en 1996 et durant la première moitié de 1997.

c En 1988, déficit de financement résiduel après engagements financiers identifiés. Pour 1999-2004, déficit de financement brut comprenant les aides financières officielles autres que pour des projets et les paiements effectués par le secteur privé.

Source: Fonds monétaire international.

14. La balance des opérations en capital a également été excédentaire du fait que les investissements étrangers directs et les investissements de portefeuille ont été supérieurs aux remboursements au titre de la dette. Comme le gouvernement n'a aucune marge de manœuvre en matière de politique monétaire et que son accès aux marchés financiers est limité, il reste fortement tributaire des aides extérieures, en grande partie octroyées officiellement par l'intermédiaire des institutions de prêt multilatérales, pour assurer le service de sa dette. L'accord de confirmation avec le FMI est arrivé à échéance et il a été demandé un soutien pendant trois ans sous forme de mécanisme élargi de crédit, demande qui est à l'examen.

IV. ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR

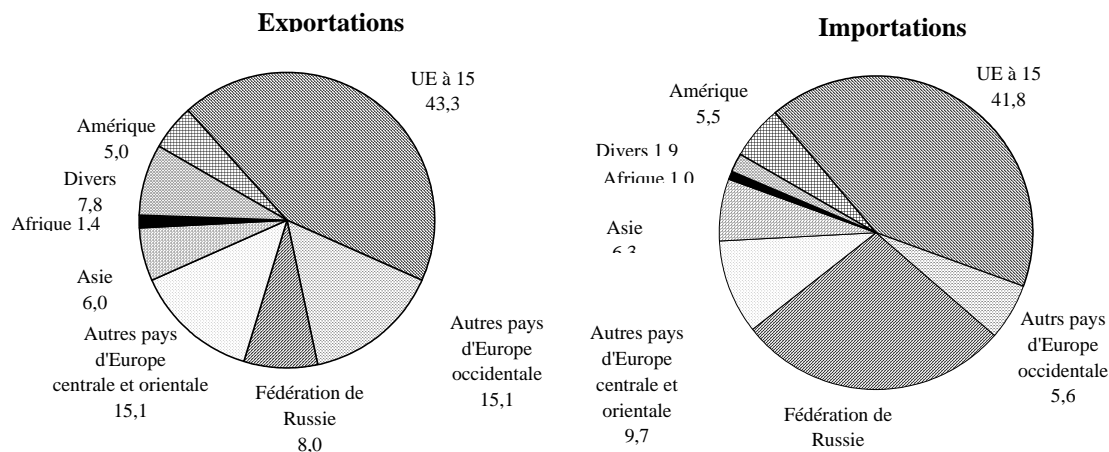
15. Le commerce des marchandises a continué d'être affecté par la situation économique difficile: en effet, compte tenu du faible niveau des salaires réels et de la politique rigoureuse appliquée en matière de crédit, la demande intérieure a été freinée, d'où un recul des importations (en baisse de 3,1 pour cent en 1997). La même année, en raison de la baisse des prix des produits de base, les exportations ont légèrement progressé (de 0,7 pour cent), grâce en partie aux meilleurs résultats enregistrés pour des produits textiles et des produits métallurgiques. En 1997, le chiffre total des importations a dépassé 4,5 milliards de dollars EU et celui des exportations a atteint 4,9 milliards de dollars EU, d'où un excédent commercial représentant 3,7 pour cent du PIB.

16. Les exportations industrielles sont assez diversifiées; pour les exportations agricoles, traditionnellement importantes, les résultats en 1995 et en 1996 avaient été médiocres, mais la situation devrait se redresser, la Bulgarie redevenant un exportateur net de blé. À l'importation, les matières premières et les combustibles ont représenté en 1997 près de 40 pour cent du chiffre total, les produits chimiques, les textiles, les machines et le matériel de transport y contribuant ensemble pour un tiers (graphique 1).

Graphique 1

Commerce des marchandises par principaux pays de destination et d'origine, 1997

en pourcentage



Total: 4,92 milliards de dollars EU

Total: 4,89 milliards de dollars EU

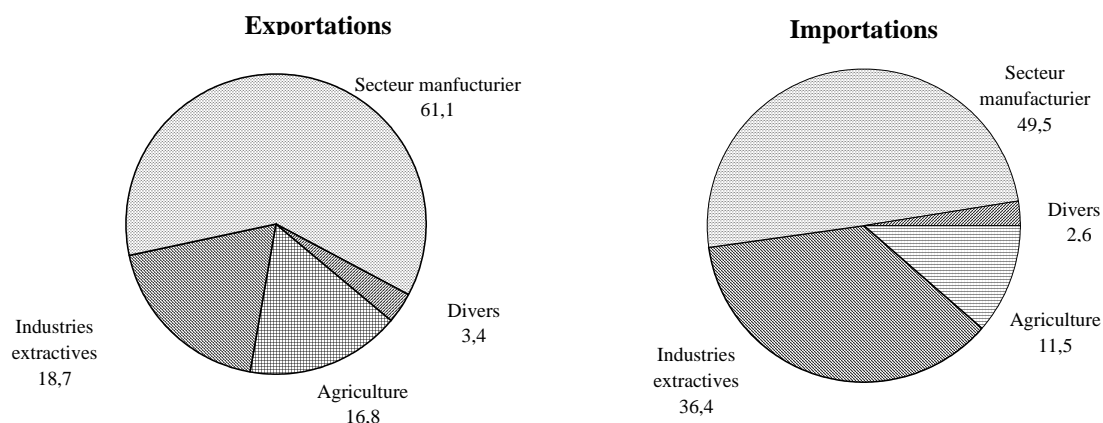
Source: Secrétariat de l'OMC.

17. La répartition géographique des échanges a évolué. En 1997, la part des pays de l'Union européenne à l'importation comme à l'exportation a progressé, puisqu'elle a représenté 40 pour cent environ du commerce extérieur de la Bulgarie. La part des pays de l'ALEEC avec lesquels la Bulgarie a un accord de libre-échange est encore modeste, mais en progression. La position de la Russie, en tant que fournisseur de pétrole et de gaz naturel, s'est légèrement affaiblie, mais ce pays représente encore près de 30 pour cent des importations de marchandises de la Bulgarie (graphique 2).

Graphique 2

Commerce des marchandises par groupes de produits, 1997

en pourcentage



Total: 4,92 milliards de dollars EU

Total: 4,89 milliards de dollars EU

Source: Secrétariat de l'OMC.